

Royaume du Maroc



Ministère de l'Aménagement du Territoire National,
de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville

Département de l'Aménagement du Territoire National et de l'Urbanisme
Secrétariat Général
Ecole Nationale d'Architecture de Rabat

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales

N° 04/2022

RELATIF A

**LA FOURNITURE DU CONSOMMABLE POUR MATERIEL INFORMATIQUE (LOT
UNIQUE) AU PROFIT DE L'ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE RABAT.**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix (séance publique) passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.



Ecole Nationale d'Architecture de Rabat

B.P.6372 Rabat-Instituts, Avenue Allal El fassi, Rabat. Tél.:05 37 67 84 81 fax: 05 37 67 84 89
www.enarabat.ac.ma

SOMMAIRE

Article 1.	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	6
Article 2.	MAITRE D'OUVRAGE.....	6
Article 3.	CONSISTANCE.....	6
Article 4.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
Article 5.	REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX APPLICABLES AU MARCHE	6
Article 6.	VALIDITE DU MARCHE DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	8
Article 7.	ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR	8
Article 8.	NANTISSEMENT.....	8
Article 9.	SOUS-TRAITANCE.....	9
Article 10.	DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	9
Article 11.	DELAJ DE L'EXECUTION.....	9
Article 12.	CONDITIONS ET LIEU D'EXECUTION	9
Article 13.	CAUTIONNEMENTS	12
Article 14.	ASSURANCE-RESPONSABILITE	12
Article 15.	NATURE ET CARACTERES DE PRIX.....	12
Article 16.	MODALITES DE PAIEMENT	13
Article 17.	PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	13
Article 18.	RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE.....	13
Article 19.	DELAJ DE GARANTIE	14
Article 20.	PENALITES POUR RETARD.....	14
Article 21.	LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	14
Article 22.	RESILIATION DU MARCHE.....	14
Article 23.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	15
Article 24.	CONFIDENTIALITE.....	15
Article 25.	BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	16

PREAMBULE

Appel d'offres ouvert sur offres des prix (séance publique) passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

Entre :

L'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat, représenté par **Monsieur ZERRAD Youssef le Secrétaire Général de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat**, désigné ci-après par le terme « **Maître d'Ouvrage** »

D'une part

Et :

1. Pour les personnes physiques :

Je soussigné Prénom, nom & qualité :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.....

Adresse du domicile élu

Affilié à la C.N.S.S sous le n° :

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°..... I.F.....

N° de patente :

Compte Bancaire ouvert à la banque :

RIB

Désigné ci-après par le terme « fournisseur »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2. Pour les personnes morales :

Je soussigné (prénom, nom & qualité au sein de l'entreprise):

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu

Affiliée à la C.N.S.S sous le n° :

Inscrite au registre du commerce de (localité) sous le n°..... I.F.....

N ° de patente :

Compte Bancaire ouvert à la banque :

RIB



En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés
Désigné ci-après par le terme « fournisseur »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
..... (Les références de la convention)

- Membre 1 :

M. qualité
Agissant au nom et pour le compte de En
vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au :
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)
Ouvert auprès de

- Membre 2 :
(Servir les renseignements le concernant)

-
-
- Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du
groupement) ayant

M. (Prénom, nom et
qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution
des prestations, ayant un compte bancaire sous n° (RIB sur 24 positions)
.....

Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « fournisseur ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

4. Cas d'une coopérative ou une union de coopératives

Je soussigné, (nom, prénom et qualité au sein de la coopérative ou de l'union de
coopératives)

Numéro de tél numéro du fax.....

Adresse électronique.....

agissant au nom et pour le compte de : (la coopérative ou de l'union de coopérative)
au capital de :



ml

adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopérative
adresse du domicile élu :
affiliée à la CNSS sous le n° : (1)
inscrite au registre local des coopératives.....(localité) sous le n° (1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR
(2).....(RIB), en vertu des pouvoirs qui me
sont conférés ;
Désigné ci-après par le terme « fournisseur ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

5. Cas d'un auto-entrepreneur

Je soussigné, (nom, prénom et qualité)
Numéro de tél numéro du fax.....
Adresse électronique.....
Adresse du domicile élu :
Inscrite au registre national de l'auto-entrepreneur.....sous le n° (1)
N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR
(2).....(RIB)
Désigné ci-après par le terme « fournisseur ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI



Article 1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet de **la fourniture du consommable pour matériel informatique (lot unique) au profit de L'Ecole Nationale d'Architecture Rabat.**

Article 2. MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat, représenté par **Monsieur ZERRAD Youssef, Secrétaire Général de l'Ecole.** Il sera désigné ci-après par « **Le maître d'ouvrage** ».

Article 3. CONSISTANCE

La consistance des prestations est : **la fourniture du consommable pour matériel informatique (lot unique) au profit de L'Ecole Nationale d'Architecture Rabat** comme détaillé au bordereau des prix -détail estimatif.

Les prestations à exécuter au titre du présent marché seront exécutées au niveau des locaux de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.

Article 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

- 1) L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- 2) Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) portant mention lu et accepté par le prestataire et dûment daté et signé par ses soins ;
- 3) Le bordereau des prix-détail estimatif ;
- 4) Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le Décret n°2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 5. REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

- Le Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.
- Le Décret n° 2-19-69 du (24/05/2019) modifiant et complétant le Décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.



- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le Décret 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 mai 2016).
- Dahir n°1-00-19 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n°17-97 sur la protection de la propriété industrielle tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié.
- Le Décret n° 2-07-1235 du 05 Kaada 1429 (04 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat.
- Le Dahir du n°1.05.15 du 29 Rabai II 1436 (19 février 2015) relatif aux nantissements des marchés publics.
- Le Décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret N° 2.19.184 modifiant et complétant le décret N° 2.16.344 fixant les délais de paiements et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.
- Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise, promulguée par le dahir n°1-02-188 du 12 jourmada I 1423 (23 juillet 2002) ;
- A.O N°9/FA/DIV.G.F/DIV.S.I.T/S.S.I.R//ZN/2022 6/16
- Dahir n° 1-14-189 du 27 moharrem 1436 (21 novembre 2014) portant promulgation de la loi n° 112-12 relative aux coopératives ;
- Dahir n° 1-15-06 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 114-13 relative au statut de l'auto-entrepreneur.
- Décret n° 2-15-258 du 20 jourmada II 1436 (10 avril 2015) pris en application des articles 5,6 et 8 de la loi n° 114-13 relative au statut de l'auto-entrepreneur ;
- Circulaire du chef du gouvernement n°19/2020 du 25/11/2020 relative à la préférence nationale au profit des entreprises nationales et

l'encouragement des produits marocains dans le cadre des marchés publics ;

- Dahir n° 1-02-188 du 12 jourmada I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 08 Kaada 1435(04 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 6. VALIDITE DU MARCHE DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En application de l'article 152 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 153 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013).

Article 7. ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-Travaux, toutes les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du fournisseur mentionné dans l'acte d'engagement et rappelé dans le préambule du marché.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de **quinze (15) jours** suivant ce changement.

Article 8. NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, le fournisseur bénéficiera du régime institué par le Dahir n°1.05.15 du 29 Rabai II 1436 (19 février 2015) relatif aux nantissemments des marchés publics, étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par le Secrétaire Général de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.



- 2- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du présent marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus par le Dahir n°1.05.15 du 29 Rabai II 1436 (19 février 2015), est Monsieur le Secrétaire Général de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.
- 3- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Ministériel – Habitat, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- 4- En application de l'article 4§1 du dahir n° 1-05-15 du 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est livrée en unique exemplaire destinée à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire du marché doit communiquer au maître d'ouvrage une copie de l'acte de nantissement.

Article 9. SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues en application de l'article 158 du décret n° 2.12.349 précité, l'ensemble des prestations du présent appel d'offres ne font pas l'objet de la sous-traitance.

Article 10. DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit s'acquitter des droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 11. DELAI DE L'EXECUTION

L'exécution des prestations, objet du présent appel d'offres, doivent être exécutée en totalité dans un délai de **trois (3) mois**.

Le délai commence à courir à partir de la date fixée dans l'ordre de service de commencement des prestations.

Les prestations objets du présent appel d'offres peuvent faire l'objet d'une livraison unique ou de plusieurs livraisons partielles sans que celles-ci ne dépassent la livraison totale. Un calendrier des livraisons, à titre indicatif, sera arrêté en commun accord entre les parties, et pourra faire l'objet de modification en cours d'exécution.

Article 12. CONDITIONS ET LIEU D'EXECUTION

1- MODALITES DE LIVRAISON



La livraison sera effectuée par les soins du prestataire à ses frais et sous sa responsabilité et interviendra dans les locaux de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.

Les frais de transport, livraison, manutention, assurance, droit de douane, taxes et tous frais engagés par le prestataire pour assurer ces fonctions, sont à sa charge et compris dans les prix proposés.

Le prestataire doit livrer la fourniture objet de présent appel d'offres dans les locaux de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat et, s'il y a lieu, selon le calendrier préétabli.

N.B : A compter de la date de livraison, tout consommable dont la durée de vie par rapport à la date de péremption, est inférieure à une année, ne sera pas accepté et sera immédiatement remis au fournisseur.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en quatre exemplaires. Ce bon doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. Le lieu de livraison ;
3. La référence au marché ;
4. L'identification du fournisseur ;
5. L'identification des fournitures livrées (N° du marché, N° de l'article, N° série, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées...etc.)
6. La répartition des articles par colis faisant ressortir, de façon apparente, le numéro d'ordre tel qu'il figure sur le bon de livraison et la liste de colisage donnant l'inventaire de son contenu.

Les fournitures seront livrées dans un emballage adéquat, garantissant une protection suffisante contre les avaries et dommages pouvant survenir pendant le transport vers le lieu de livraison et en cours des opérations de manutention sur l'aire de stockage. Les frais d'emballage et d'expédition sont à la charge du fournisseur.

Tous les frais qui résultent de la détérioration des fournitures imputables à un défaut d'emballage, aux conditions de transport, de déchargement ou de livraison sont également à la charge du fournisseur.

Le déchargement des colis à la livraison sera fait par les moyens et aux frais du fournisseur. Les dimensions et le poids des colis tiendront compte des moyens de manutention disponibles.

Une fois livrées, les fournitures ne demeurent plus sous la responsabilité du fournisseur.

Avant toute livraison des fournitures, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis de 24 heures à l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.



2- CONDITIONS DE LIVRAISON

Le suivi de la livraison des fournitures sera assuré par le Service Informatique de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.

La livraison des fournitures se déroulera sur les lieux du magasin de l'ENA-Rabat. Elle est effectuée en présence du fournisseur et des membres de la commission de réception désignée par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché doit fournir :

- Des consommables originaux **(OEM)** identiques à ceux validés par la commission de vérification des échantillons.
- Une attestation de garantie constructeur au nom du titulaire de marché. Cette attestation, qui garantit l'originalité des consommables livrés, doit comporter le numéro du marché, la qualité du signataire ainsi que les numéros de séries des toner/kits livrés dans le cadre du présent marché.

Cette attestation d'originalité doit être signée :

- soit par le constructeur,
- soit par le distributeur agréé, jointe avec une attestation justifiant l'agrément délivrée par le constructeur justifiant l'origine des toners/kits.

L'administration aura un délai de **dix (10) jours** (ce délai est non inclus dans le délai fixé à l'article 9 ci-dessus) à compter du jour de la livraison effective pour faire connaître le cas échéant au titulaire, les manquants dans les livraisons ainsi que les fournitures non conformes aux prescriptions du marché.

3. LES OPERATIONS DE VERIFICATION :

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au présent appel d'offres.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bordereau des prix détail estimatif.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité à tous égards des fournitures livrées avec les spécifications de CPS. Ce contrôle est effectué sur la base du descriptif indiquée sur le bordereau de prix détail estimatif et par comparaison avec les échantillons déposés.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au

remplacement des fournitures non-conformes dans un délai de **dix (10) jours** (ce délai est inclus dans le délai fixé à l'article 11 ci-dessus).

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Dans le cas où le maître d'ouvrage a refusé la réception des fournitures remplacées jugées non-conformes pour la deuxième fois, le fournisseur est tenu de les remplacer gratuitement dans un délai de **48 heures** à compter de la date de la notification du rejet.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, les membres de la commission de réception procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

Article 13. CAUTIONNEMENTS

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **10.000,00Dhs (Dix mille Dirhams)**.

Le cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3 %)** du montant initial du marché et doit être constitué dans les **vingt (20) jours** qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif ne sera libéré qu'après l'écoulement de la période de garantie constructeur.

Tout retard dans l'exécution des prestations de garantie ou service après-vente, indiqué dans le présent CPS ou dans l'offre du concurrent, est imputé sur le délai de libération cautionnement définitif.

Article 14. ASSURANCE-RESPONSABILITE

Avant tout commencement de l'exécution des prestations de services objet du présent marché, le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, une attestation délivrée par un établissement agréé à cet effet, conformément à l'article 25 du CCAG-T, justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité.

Article 15. NATURE ET CARACTERES DE PRIX

Les prestations du présent marché sont décomposées sur la base d'un détail estimatif établi par le maître d'ouvrage, en différents postes avec indication pour chacun d'eux du prix unitaire proposé.

Les prix sont fermes et non révisables.



Ces prix comprennent les frais d'emballage, de manutention, d'assurance et du transport des matériels livrés.

Toutefois, si le taux de la taxe sur valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

Les prix du marché sont libellés en dirhams (Dhs) toutes taxes comprises (T.T.C.).

Article 16. MODALITES DE PAIEMENT

Pour l'établissement des décomptes, le prestataire est tenu de déposer électroniquement une facture décrivant les prestations réalisées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

En application du décret n°2-19-184 modifiant et complétant le décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques qui a consacré le dispositif de dépôt électronique des factures, le titulaire du marché doit procéder au dépôt électronique des factures sur la plateforme GID-fournisseur.

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du présent marché sera réglé en fonction des prestations réellement réalisées et après la vérification et la liquidation des décomptes sur la base des pièces justificatives du service fait.

L'administration se libérera des sommes dues au titulaire par virement au **compte bancaire n°..... ouvert au nom du titulaire auprès de** tel qu'il ressort de son acte d'engagement.

Les décomptes doivent être conformes au bordereau des prix-détail estimatif et conformément aux prestations effectivement réalisées.

Article 17. PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

Article 18. RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

La réception provisoire et définitive sera prononcée conformément aux dispositions de l'article n°73 et 76 du C.C.A.G-T.



La commission de réception désignée par le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées dans le CPS.

La réception définitive ne sera prononcée qu'après satisfaction des conditions susmentionnées.

La libération du cautionnement définitif ne peut intervenir qu'après réception définitive.

La réception définitive est sanctionnée par un procès-verbal signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet.

Article 19. DELAI DE GARANTIE

Vu la nature des prestations objet du présent appel d'offres, la retenue de garantie n'est pas exigée par dérogation aux dispositions de l'article 16 du C.C.A.G-T.

Article 20. PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il sera appliqué l'encontre du fournisseur une **pénalité journalière de 1‰ (un pour mille)** du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants. Le montant total de ces pénalités est **plafonné à 8% (Huit pour cent)** du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants.

Article 21. LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

Article 22. RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par l'article 159 du décret n° 2-12-349 du (20 Mars 2013) relatif aux marchés de l'Etat et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

Article 23. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 et 84 du CCAG-T.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.

Article 24. CONFIDENTIALITE

Le fournisseur et son personnel sont tenus au secret professionnel, pendant toute la durée du marché et après son achèvement, sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Sans autorisation préalable du maître d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable au maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

Article 25. BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° du prix	Désignation des prestations	Unité	Qté	Prix unitaire en dirhams hors TVA en chiffres	Prix total en dirhams hors TVA
1	Tonner pour Imprimante HP laser pro 400 M401DN Référence toner CF280A	Unité	13		
2	Tonner pour Imprimante HP Color laser jet CP4025 Référence toner CE260A-CE261A- CE262A-CE263A	Unité	2		
3	Tonner pour Imprimante HP laser jet pro 402 DW Référence toner CF226A	Unité	5		
4	Tonner pour Imprimante HP designjet 500 Référence toner C4913A-C4912A-C4911A-C4844A	Unité	3		
5	Tonner pour Imprimante Samsung pro xpress M3320 ND Référence toner MLT -D203S /SEE	Unité	7		
6	Tonner pour Imprimante HP laser jet entreprise color M75 Référence toner CE 272A-CE 273A-CE 271A-CE 270A	Unité	3		
7	Tonner pour Imprimante Kyocera Ecosys FS-9530 DN Référence toner TK 710	Unité	1		
8	Tonner pour Imprimante Traceur canon IPF765 Référence toner PFI 102Y- PFI 102c-PFI 102mbk -PFI 104M	Unité	7		
9	Tonner pour Imprimante HP laser jet pro 200 color M251N Référence toner CF 210A- CF 211A-CF 212A-CF 213A	Unité	10		
10	Tonner pour Imprimante HP laser jet P2055 D Référence toner CE 505A	Unité	2		
11	Tonner pour Imprimante HP laser jet color M452 DN Référence toner CF410A - CF411A - CF412A - CF413A	Unité	4		
12	Tonner pour Imprimante HP laser jet 1320 Référence toner Q5949A	Unité	5		
13	Tonner pour Imprimante Hp laser color CP 1215 Référence toner CB540A-CB541A-CB542A-CB543A	Unité	1		



N° du prix	Désignation des prestations	Unité de compte	Qté	Prix unitaire en dirhams hors TVA en chiffres	Prix total en dirhams hors TVA
14	Tonner pour Imprimante HP laser pro 8550 DN Référence toner C3909A	Unité	1		
15	Tonner pour Imprimante HP laser color CP 2025 Référence toner CC530A-CC531A-CC532A-CC533A	Unité	2		
16	Tonner pour Imprimante HP Laser color pro MFP M277 Référence toner CF400A-CF401A-CF402A-CF403A	Unité	1		
17	Tonner pour Imprimante BIZBUB C221 Référence toner TN 220Y- TN 220M- TN 220C- TN 220K	Unité	1		
18	Tonner pour Imprimante HP business ink jet 2800 Référence toner C4844A-C4836A-C4837A-C4838A	Unité	1		
19	Clavier multimédia Dell ou HP AZERTY- Black AR/FR	UNITE	40		
20	Souris optique filaire Dell ou HP USB noir	UNITE	40		
21	SEAGATE Disque Dur Interne d'enregistrement vidéo pour NAS 3,5" 4To	UNITE	24		
22	USB Mémoire flash Interface USB 3.0 Capacité de stockage 64 Go	UNITE	50		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20 %)					
TOTAL T.T.C					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de



AOO N°04/2022

Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales

Passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

Relatif à

LA FOURNITURE DU CONSOMMABLE POUR MATERIEL INFORMATIQUE (LOT UNIQUE) AU PROFIT DE L'ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE RABAT

LU ET ACCEPTE PAR :
(Le fournisseur)

MAITRE D'OUVRAGE

Youssef ZERRAD
Secrétaire Général
de l'Ecole Nationale d'Architecture

A Rabat, le

A Rabat, le

30 SEP. 2022

WISE PAR :

APPROUVE PAR :

A Rabat, le

A Rabat, le

